

Le nouveau secrétaire général de Finance Watch ne mâche pas ses mots lorsqu'il parle des grands supermarchés bancaires qu'il juge toujours aussi nocifs, malgré les efforts de réglementation entrepris depuis le début de la crise.

Propos recueillis par

SÉBASTIEN BURON

CHRISTOPHE NIJDAM
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE FINANCE WATCH

«On n'a pas muselé la finance folle»

L'allure soignée et le verbe incisif, Christophe Nijdam fait partie de cette catégorie de banquiers qui ont changé de camp. Ce Français de 59 ans est depuis le 1^{er} janvier le nouveau secrétaire général de Finance Watch, ONG qui tente de contrer le lobby bancaire à Bruxelles. Également professeur de finance à Sciences Po, Christophe Nijdam a occupé pendant 13 ans des fonctions de direction au sein de plusieurs grands établissements bancaires français, notamment aux États-Unis, où il dit avoir vu de près les excès de Wall Street. Jusqu'au milieu des années 1990, lorsqu'il décide de passer de l'autre côté de la barrière pour devenir analyste financier. Esprit critique des banques trop grosses pour faire faillite (c'est-à-dire qui déploient tous les métiers bancaires), il a été un des premiers à voir juste dans la déroute de Dexia. A ses yeux, les réformes entreprises ne sont pas suffisantes pour nous protéger contre une nouvelle catastrophe.

TRENDS-TENDANCES. Comment êtes-vous arrivé chez Finance Watch ?

CHRISTOPHE NIJDAM. Ma rencontre avec Finance Watch remonte à 2011. Un ex-trader, étu-

diant à Sciences Po, m'a parlé de son ancien patron chez BNP Paribas: Thierry Philipponnat, mon prédécesseur à la tête de Finance Watch. Le courant est bien passé. C'est à sa demande que j'ai accepté d'être un des 17 membres experts-fondateurs.

C'est-à-dire ?

Finance Watch possède deux types de membres. Il y a d'abord les membres institutionnels, 40 à la fondation. Ce sont des associations de consommateurs et de logements sociaux, des syndicats, des think-tanks et des ONG qui incarnent la société civile. À côté de ces membres institutionnels, il y a des membres individuels, qualifiés d'experts dans certains domaines de la finance parce qu'ils peuvent apporter leurs compétences à Finance Watch. C'est ainsi que j'ai intégré le groupe de ses premiers membres fondateurs. **Il faut dire aussi que depuis le début de la crise, vous vous êtes montré particulièrement critique à l'égard de la banque universelle. Vous avez des comptes à régler en tant qu'ancien banquier ?**

Mes prises de position d'analyste financier indépendant chez AlphaValue ont toujours été purement techniques. Le modèle de banque universelle est tout simplement un modèle qui rend certaines banques trop grosses et maintient les États en otage. D'un point de vue boursier, ce modèle de banque *too big to fail* souffre d'une décote, liée justement à ce côté conglomé-

«On ne peut plus avoir des institutions qui soient au-dessus des lois parce qu'elles sont trop grandes.»

PHOTOS: I.P.G.



PROFIL

- **59 ans**
- **1978**: Sciences Po, Paris.
- **1979-1983**: Crédit Lyonnais, New York.
- **1983-1988**: Crédit Commercial de France (maintenant HSBC France). A Paris: cofondateur de l'activité de dérivés de taux et devises. A New York: représentant financier puis sous-directeur de l'activité marchés des capitaux et fusions-acquisitions.
- **1989-1992**: directeur général États-Unis du Crédit du Nord (aujourd'hui groupe Société Générale), New York.
- **1992-1993**: *Le Nouvel Economiste*, vice-président du conseil d'administration en charge des affaires financières, Paris.
- **1994-2008**: cofondateur et associé-gérant du bureau d'analyse financière indépendante Capitalaction, Paris.
- **2008-2014**: analyste secteur bancaire chez AlphaValue, leader paneuropéen de la recherche actions indépendantes, Paris.
- **Depuis le 1^{er} janvier 2015**: secrétaire général de Finance Watch.
- Auteur avec l'économiste Jézabel Couppey-Soubeyran de *Parlons banque en 30 questions*, éditions La Documentation française, 2014.

mérat. Bref: non seulement les grandes banques universelles se sont montrées plus systémiques et donc fragiles durant la crise mais elles s'avèrent aussi être très coûteuses en termes de destruction de valeur pour leurs actionnaires. Des acteurs comme Barclays et Deutsche Bank sont justement en train de réfléchir sur des schémas de séparation, poussés par leur conseil d'administration...

Comment voyez-vous Finance Watch trois ans après sa création ?

C'est devenu un acteur incontournable parmi les décideurs politiques euro- ➤

péens, que ce soient auprès des membres du Parlement ou auprès de la Commission. C'est d'autant plus remarquable qu'il faut se souvenir de la genèse de Finance Watch. Au départ, c'est un besoin d'une vingtaine de députés européens, de tous partis politiques confondus, qui lancent un appel mi-2010 pour la création d'un centre d'expertise qui puisse faire office de contrepoids au lobby bancaire. A cette époque, le calendrier réglementaire était monstrueux en termes de quantité suite à la crise. Or, ces députés européens se disaient dans l'incapacité de pouvoir exercer correctement leur mandat démocratique, parce qu'ils ne voyaient dans leurs bureaux que des lobbyistes bancaires. Ils étaient demandeurs pour pouvoir légiférer d'un point de vue technique qui représente l'intérêt général et pas seulement les intérêts particuliers du secteur bancaire.

Quelles sont les priorités de votre mandat?

Fonctionnant comme un centre d'expertise, notre mission est d'établir des plaidoyers techniques afin que les décideurs européens aient la voix de la société civile dans la régulation. Notre agenda est de ce fait prioritairement dicté par le calendrier législatif. Comme ce calendrier est très dense, nous choisissons un certain nombre de dossiers sur lesquels nous avons une expertise et pensons pouvoir faire la différence. Avec 12 personnes, nous ne pouvons en effet pas tout traiter. Nous proposons donc un programme de travail qui est ensuite entériné par nos membres qui peuvent servir de relais de diffusion de nos positions auprès du grand public.

Ce qui veut dire pour 2015?

Nous allons notamment nous impliquer dans le projet d'union des marchés de capitaux (directive CMU, pour *Capital Markets Union*). Nous serons aussi très attentifs aux développements relatifs au négoce sur les matières premières agricoles ainsi que bien entendu aux suites données au projet de séparation bancaire voulu par l'ancien commissaire Michel Barnier. Projet qui s'est ensablé suite aux amendements déposés par l'eurodéputé suédois Gunnar Hökmark, mais qui n'est pas complètement enterré. Il doit prochainement faire l'objet d'un vote en com-

mission des affaires économiques et monétaires (Econ) du Parlement européen.

Et à plus long terme?

Nous espérons pouvoir être un peu moins dans la «résistance» et pouvoir davantage intervenir de manière proactive sur le plan de l'éthique: quel type de banque et de finance voulons-nous, etc.?

Quel est le poids du lobby bancaire à Bruxelles?

Environ 1.700 personnes représentent l'industrie bancaire et financière à Bruxelles. Pourquoi autant de monde? Parce que les représentations sont nombreuses: non seulement la Fédération bancaire européenne mais aussi toutes les fédérations bancaires nationales (dont la Fédération bancaire française) sont présentes à Bruxelles, etc. Cela permet au lobby bancaire d'avoir plusieurs voix qui s'expriment sur un même sujet lorsque des consultations sont faites par la Commission ou par les autorités de supervision européennes sur des projets de réglementation.

Et face à cette armée «mexicaine», vous n'êtes que 12 «apôtres» chez Finance Watch...

C'est vrai. La tâche peut paraître herculéenne. Mais nous avons la possibilité de bouger plus rapidement. Notre motivation de commando permet de passer derrière les lignes ennemies.

Le lobby bancaire est donc encore plus puissant qu'on ne l'imagine?

L'opinion publique a l'impression que la finance folle a été muselée. Dans les faits, ce n'est pas le cas. On a fait deux pas en avant et un pas en arrière. A cause du fait que le diable est dans les détails. Il faut en effet distinguer deux choses dans le calendrier législatif: le niveau 1 (canavas d'une nouvelle directive européenne) et le niveau 2 (détails techniques de cette nouvelle directive délégués à la Commission ou aux autorités de supervision des banques, comme par exemple le calcul d'un ratio de position spéculative sur le *trading* des denrées agricoles). Ce qui apparaît habituellement dans les médias relève généralement du premier niveau. Mais le niveau inférieur est aussi important, voire même plus important, que le niveau 1. C'est là que le lobby bancaire détricote le plus facilement ce qui



«Si on veut réguler la finance de l'ombre, il suffit de commencer par couper son cordon ombilical avec les banques trop grosses pour faire faillite.»

préconisent de réduire la taille des grands établissements bancaires. La banque de détail, dont on a besoin tous les jours, ne doit plus être assujettie aux risques de la banque de marché.

Où se trouvent les prochaines bombes, selon vous?

La remontée des taux m'inquiète. Pourquoi? Parce que le risque de perte lié à une hausse des taux est mécaniquement le plus important quand ceux-ci sont proches de zéro. Prenez par exemple une obligation à 30 ans dont le coupon est égal à zéro. Si le taux de marché passe de 0 à 1%, votre obligation qui valait 100 ne vaut plus que 74. La perte en capital est donc de 26%. Cette perte en capital n'est plus que de 14% quand, pour la même obligation à 30 ans, vous passez de 5 à 6%. Cela prouve à quel point on se trouve aujourd'hui dans une configura-

tion de taux d'intérêt inédite et explosive. C'est un territoire inconnu. Compte tenu des ordres de grandeurs que je viens de vous donner, cela peut faire de sacrés dégâts, notamment sur la montagne de dérivés de taux logés dans les banques. Mais le pire n'est jamais certain et il n'est jamais non plus souhaitable.

Et la finance de l'ombre qui contourne la réglementation?

C'est un faux problème. Si on veut réguler cette finance opaque, il suffit de commencer par couper son cordon ombilical avec les banques trop grosses pour faire faillite. Ce sont elles qui alimentent les circuits de cette finance parallèle. Les *hedgefunds* sont financés par les banques, etc. Dire qu'on régule trop les circuits financiers classiques et pas assez la finance parallèle, c'est inexact! On est dans l'écran de fumée agité par les

banques institutionnelles. C'est pour faire diversion.

Quel regard jetez-vous sur le numérique? Les Facebook et autres Google sont-ils les banquiers de demain?

C'est possible. La banque traditionnelle recouvre trois métiers: la collecte des dépôts, les moyens de paiement et l'octroi de crédit à l'économie réelle. Les deux premiers sont effectivement désormais très sérieusement challengés par le digital qui permet de collecter n'importe où et très facilement des dépôts. Il suffit de voir Alibaba en Chine qui a levé 70 milliards dollars en six mois, ou le Compte-Nickel qui a ouvert 100.000 comptes bancaires en un peu plus d'un an en France. Pour les moyens de paiement, c'est très clair aussi: un Google ou un Apple peuvent mettre en danger l'oligopole que sont les cartes de banque traditionnelles. Le crédit à l'économie réelle reste par contre la seule et véritable expertise du banquier traditionnel. C'est un métier où les compétences sont extrêmement difficiles à acquérir du jour au lendemain. Vous ne pouvez pas remplacer cette expertise par une plateforme digitale. Les banques doivent se recentrer sur ce savoir-faire très difficile à dupliquer car basé sur la qualité de son capital humain.

A vous entendre, vous ne croyez pas trop au «crowdfunding».

Je n'y crois que comme véhicule pour faire du *venture capital*, c'est-à-dire fournir des capitaux propres en faibles quantités aux entreprises. Les épargnants savent qu'ils peuvent tout perdre, comme en Bourse. Le *crowdfunding* pour se substituer à une activité de crédit, c'est-à-dire le particulier qui met de l'argent dans un projet dans l'espoir d'être remboursé, j'y crois beaucoup moins. Je sais que le phénomène est en vogue. On en parle beaucoup, notamment aux Etats-Unis, avec des plateformes comme Lending Club. Mais il faut savoir qu'une partie des moins bons dossiers dont les banquiers ne veulent pas passent aujourd'hui par le canal du financement participatif! En clair, le jour où il y aura des accidents, et il va y en avoir, les consommateurs vont prendre peur. La confiance partira alors en courant pour ne revenir qu'en marchant. ©